

# *Les idées forces :* *du Rapport sur le développement* *dans le monde 2010*

**La réduction de la pauvreté et le développement durable demeurent des priorités fondamentales à l'échelle de la planète.** Un quart de la population des pays en développement a moins de 1,25 dollar par jour pour vivre. Un milliard d'être humains n'ont pas accès à de l'eau potable ; 1,6 milliard n'ont pas l'électricité et 3 milliards ne bénéficient pas d'un assainissement adéquat. Un quart des enfants, à l'échelle des pays en développement, souffrent de malnutrition. Répondre à ces besoins doit rester au cœur des priorités des pays en développement et des sources d'aide au développement — sachant que le développement deviendra plus difficile du fait du changement climatique.

**Pourtant, il faut prendre des mesures sans plus tarder pour face au changement climatique.** Celui-ci menace tous les pays, mais les pays en développement sont les plus vulnérables. Selon les estimations, ceux-ci assumeront 75 à 80 % du coût des dommages causés par le changement climatique. Un réchauffement de seulement 2°C par rapport aux températures de la période préindustrielle — soit le réchauffement minimum que le monde peut compter enregistrer — pourrait provoquer des réductions permanentes du PIB de 4 à 5 % en Afrique et en Asie du Sud. La plupart des pays en développement n'ont pas les capacités financières et techniques nécessaires pour gérer un risque climatique de plus en plus grave. Leurs revenus et leur bien-être dépendent également plus directement de ressources naturelles tributaires des conditions météorologiques. Et ils se trouvent en majorité dans des régions tropicales et subtropicales déjà exposées à un climat extrêmement changeant.

**Il est peu probable que la croissance économique, à elle seule, puisse être suffisamment rapide ou équitable pour contrer les menaces du changement climatique, en particulier si elle reste gourmande en carbone et accélère le réchauffement de la planète.** La politique climatique ne peut donc pas être présentée comme un choix entre la croissance et le changement climatique. En fait, les politiques intelligentes sur le plan climatique sont celles qui renforcent le développement, réduisent la vulnérabilité et financent le passage à des trajectoires de croissance sobres en carbone.

**Un monde intelligent sur le plan climatique est à portée de main à condition que nous agissions maintenant, ensemble et différemment :**

- Il est essentiel d'**agir maintenant**, sinon des opportunités seront perdues et les coûts augmenteront parce que le monde se sera engagé dans des processus à très forte intensité de carbone et que les températures suivront des trajectoires à la hausse, pour l'essentiel irréversibles. Le changement climatique compromet déjà les efforts déployés pour améliorer les conditions de vie et atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire. Pour pouvoir maintenir le réchauffement aux alentours de 2° C au dessus des températures préindustrielles — le mieux que nous puissions probablement faire — il faudra mener une véritable révolution énergétique en déployant immédiatement les technologies à haut rendement énergétique et sobres en carbone qui existent déjà et en consacrant des investissements considérables à la prochaine génération de technologies sans lesquelles une croissance sobre en carbone ne pourra se concrétiser. Il faut aussi prendre des mesures immédiates pour faire face au changement climatique et réduire le coût qu'il impose aujourd'hui aux êtres humains, aux infrastructures et aux écosystèmes et pour se préparer à des changements encore plus importants.
- Il est essentiel d'**agir ensemble** pour contenir les coûts et mener des efforts efficaces d'adaptation et d'atténuation. Il faudra, avant tout, que les pays à revenu élevé prennent des mesures drastiques pour réduire leurs propres émissions. Une telle réduction libèrerait de « l'espace écologique » au profit des pays en développement mais, surtout, elle stimulerait l'innovation et la demande de nouvelles technologies qui pourraient donc être déployées plus rapidement et à moindre coût sur une grande échelle. Elle permettrait également de

créer un marché du carbone suffisamment vaste et stable. Il est essentiel que ces deux effets se produisent pour que les pays en développement puissent se placer sur une trajectoire plus sobre en carbone tout en obtenant rapidement accès aux services énergétiques nécessaires à leur développement ; mais il faudra de surcroît que ces effets s'accompagnent d'un appui financier. Il sera aussi nécessaire d'agir ensemble pour promouvoir le développement dans un environnement plus rude — la capacité d'adaptation des communautés ne sera pas à la mesure de l'intensification des risques climatiques. Et il sera essentiel de réunir un appui national et international pour protéger les groupes de populations les plus vulnérables par le biais de programmes d'aide sociale, pour mettre au point des mécanismes internationaux de partage des risques, et pour promouvoir l'échange de savoir, de technologies et d'informations.

- Il est essentiel d'**agir différemment** pour assurer un avenir durable dans un monde en mutation. Au cours des prochaines décennies, il nous appartient de transformer les systèmes énergétiques de la planète pour réduire de 50 à 80 % le volume total des émissions. Il faudra construire des infrastructures capables de résister à des conditions climatiques plus extrêmes. Et il faudra accroître la productivité agricole et rationaliser la consommation d'eau pour nourrir 3 milliards de personnes de plus sans compromettre davantage des écosystèmes déjà perturbés. Seule une gestion intégrée à grande échelle et une planification souple inscrites dans la durée permettront de faire face aux pressions croissantes exercées sur les ressources naturelles aux fins de la production de denrées alimentaires, de biocarburants, d'hydroélectricité et de services d'écosystème tout en préservant la biodiversité et en maintenant les stocks de carbone dans le sol et dans les forêts. Pour être robustes, les stratégies économiques et sociales devront prendre en compte les incertitudes croissantes auxquelles le monde sera confronté et renforcer l'adaptation à différentes évolutions climatiques — et non pas uniquement faire face « de manière optimale » aux conditions climatiques d'époques révolues. Pour être efficaces, les politiques devront donner lieu à des évaluations conjointes des actions de développement, d'adaptation et d'atténuation qui, toutes, font appel aux mêmes pools de ressources (humaines, financières et naturelles).

**Il importe de conclure un accord climatique mondial équitable et efficace.** Un tel accord aurait pour effet de prendre en compte la diversité des besoins des pays en développement et des obstacles qu'ils rencontrent, de leur procurer l'aide financière et technologique requise pour relever les défis de plus en plus lourds du développement, de garantir que ces pays ne sont pas condamnés à ne bénéficier que d'une part réduite du patrimoine mondial, et d'établir des mécanismes dissociant le lieu des efforts d'atténuation des sources qui les financent. L'augmentation des émissions sera essentiellement le fait des nations en développement, dont l'empreinte carbone actuelle est d'une faiblesse disproportionnée et qui doivent afficher une rapide croissance économique pour pouvoir faire reculer la pauvreté. Les pays à revenu élevé doivent fournir une aide financière et technique à la fois pour appuyer l'adaptation et pour promouvoir une croissance sobre en carbone dans les pays en développement. Les financements consacrés à l'adaptation et à l'atténuation représentent actuellement moins de 5 % des montants annuels qui pourraient être nécessaires à l'horizon 2030, mais il sera possible de combler ce déficit en mettant en place des mécanismes de financement novateurs.

**Le succès des efforts entrepris est tributaire de la modification des comportements et de l'évolution de l'opinion publique.** Les particuliers, en leur qualité de citoyens et de consommateurs, détermineront l'avenir de la planète. Bien que de plus en plus de personnes soient informées du changement climatique et estiment que des mesures sont nécessaires, trop peu d'entre elles jugent cette question prioritaire, et beaucoup trop d'entre elles s'abstiennent de passer à l'action quand elles le pourraient. Le plus grand défi consiste donc à modifier les comportements et les institutions, en particulier dans les pays à revenu élevé. Il faudra réorienter la politique publique — au niveau local, régional, national et international — pour faciliter la poursuite d'une action privée et civique et en accroître l'attrait.

**Chapitre 1 :** La réalisation des objectifs de développement est compromise par le changement climatique, dont l'impact se fait plus lourdement sentir sur les pays